

## Ghana

Le produit intérieur brut réel continue de progresser fortement et devrait dépasser les 10 % en 2011 et 2012, à condition que les recettes pétrolières soient gérées prudemment.

L'environnement macroéconomique est stable, mais l'assainissement des finances publiques devra être renforcé par des réformes visant à accroître la mobilisation des ressources intérieures.

Les exportations pétrolières ouvrent la voie à de nouvelles opportunités de coopération avec les économies émergentes.

Le Ghana a changé l'année de référence de sa comptabilité nationale, qui passe de 1993 à 2006. D'après les autorités, cela s'est traduit par une multiplication par trois de la taille de l'économie du pays mesurée en termes de produit intérieur brut (PIB) réel, le Ghana se classant ainsi parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Ce changement d'année de référence suggère également une marge de manœuvre financière supérieure du fait de la diminution du ratio recettes/PIB. Bien que des questions subsistent quant à l'acceptabilité de ces nouveaux chiffres au niveau international, une chose est claire : ils confirment ce que nombre d'observateurs avaient maintes fois suggéré, à savoir que la taille de l'économie ghanéenne avait jusqu'ici été largement sous-estimée.

La croissance économique du pays s'est maintenue à un niveau élevé ; selon les estimations, le taux de croissance du PIB réel devrait atteindre 5.9 % en 2010, contre 4.7 % en 2009. Les perspectives de croissance pour 2011 et 2012 sont encore plus brillantes, la croissance du PIB réel étant attendue à respectivement 12 et 11 %, essentiellement grâce au démarrage de la production de pétrole à grande échelle en décembre 2010. De plus, la stabilité sociale et l'enracinement croissant de la démocratie dans le pays ont contribué à renforcer la confiance des investisseurs, ce qui s'est traduit par une recrudescence des opérations.

La qualité de l'environnement macroéconomique explique cette croissance soutenue. Des politiques budgétaires et monétaires prudentes ont contribué à alléger les pressions inflationnistes grâce à une diminution des taux d'intérêt. Le secteur privé a réagi positivement aux programmes de développement initiés par le gouvernement et à l'embellie générale du climat des affaires. L'accroissement du crédit bancaire et des entrées de capitaux suggère un regain de confiance de la part des investisseurs. Des économies émergentes comme la Chine et la République de Corée apportent au Ghana, à travers les nouveaux partenariats conclus, de nouvelles sources de financement et de savoir-faire en matière de développement.

Toutefois, de nombreux défis demeurent, avec notamment la très faible maîtrise de l'orientation budgétaire et la fragilité de la balance extérieure. D'importants arriérés de paiement menacent l'équilibre financier du pays. Par ailleurs, l'effort budgétaire colossal qu'impose la nouvelle politique pour les salaires de la fonction publique (*Single Spine Salary structure*) pourrait compromettre la stabilité macroéconomique du pays si de nouvelles mesures ne sont pas prises pour accroître la mobilisation des ressources intérieures. En tant que pays pauvre très endetté (PPTÉ), le Ghana doit également adopter une stratégie réaliste de gestion de sa dette afin d'éviter de sombrer dans le surendettement. De plus, pour connaître une croissance économique forte et durable au cours de la prochaine décennie, le pays devra impérativement maintenir les investissements à un niveau élevé, ce qui imposera une grande prudence dans la gestion des recettes pétrolières. Par ailleurs, le chômage et le sous-emploi posent des difficultés majeures. Pour les résoudre, le gouvernement devra améliorer l'adéquation entre les compétences de la population active et les besoins du marché du travail, particulièrement au sein du secteur informel de l'économie, très important.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

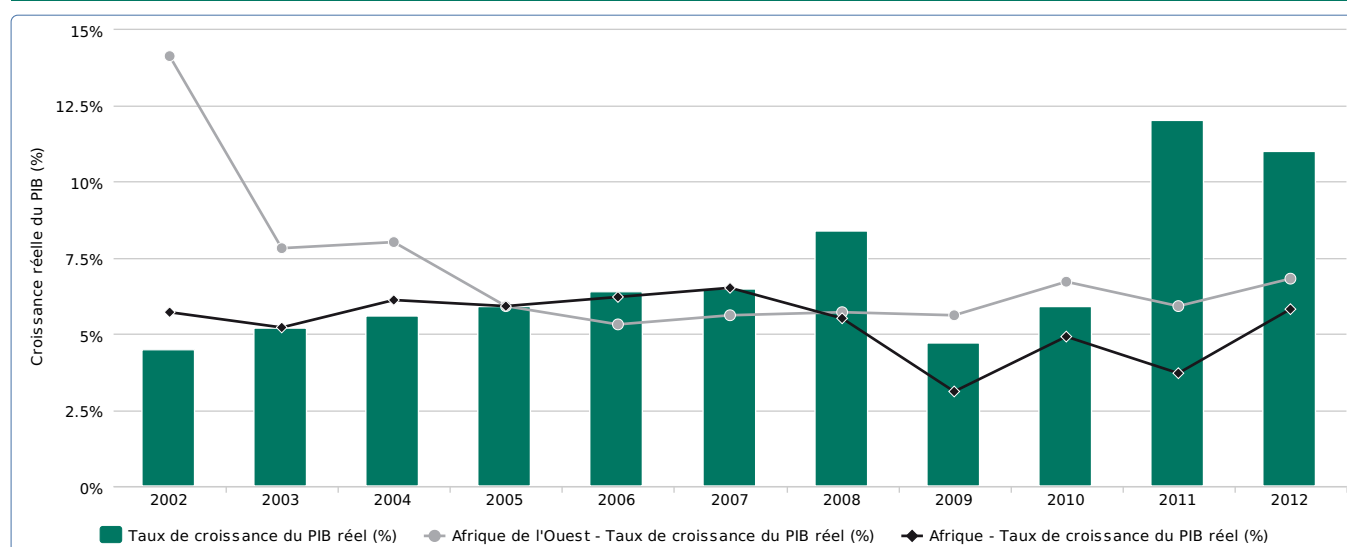
	2009	2010	2011	2012
<b>Taux de croissance du PIB réel</b>	4.7	5.9	12	11
<b>Inflation IPC</b>	19.3	8	8.5	6.9
<b>Balance budgétaire % PIB</b>	-7.6	-7.9	-7.7	-5
<b>Balance courante % PIB</b>	-8.1	-7.6	-6.4	-2.5

**Source :** Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414345>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (W)



**Source :** Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411989>